

CAMPAGNES D'ÉVANGÉLISATION EN ALGÉRIE

Un «danger» selon Bouabdallah Ghoulamallah

Les campagnes d'évangélisation constituent un «danger» selon le ministre des Affaires religieuses, Bouabdallah Ghoulamallah, qui estime que l'Algérie ne peut se construire, se réaliser, que dans le lien causal entre l'amour de la Nation et l'Islam.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Hier, le siège de Dar El Imam, à El Mohammadia (5-Maisons) à Alger, a abrité la cérémonie de clôture de la 9^e semaine nationale du Saint Coran, ouverte le 24 mars dernier. Sous le patronage du ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Bouabdallah Ghoulamallah, des prix ont été décernés aux lauréats du concours national de l'apprentissage, psalmodie et récitation du Livre Saint. Cette cérémonie a été marquée également par la lecture de recommandations sur les moyens de contrer les cam-

pagnes d'offense au Prophète Mohammed (QSSL). Des actions ont été proposées en vue de démontrer l'exemplarité du parcours et vertus du prophète de l'Islam. Cela même si ces recommandations ont clairement élargi la question des campagnes actuelles d'évangélisation.

A ce propos, le ministre des Affaires religieuses a, en marge de cette cérémonie, indiqué que la question du prosélytisme chrétien a été discutée. Toutefois, il a refusé d'en dire davantage, considérant qu'il fallait en faire sa propre lecture, «lire entre les

lignes» et ne pas s'attendre à des discours tambour battant. Pour autant, ces campagnes d'évangélisation constituent un «danger» selon Bouabdallah Ghoulamallah, lors d'un aparté.

Certes, il n'est pas question, selon lui, de porter atteinte aux chrétiens en Algérie, la liberté de culte étant préservée, mais il s'agit cependant de contrer les menées, douteuses, de gens venus d'ailleurs. Lors de son discours de clôture, Bouabdallah Ghoulamallah s'est référé à «la vision réaliste et objective» du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, selon laquelle la réalité du peuple algérien est liée au Saint Coran.

Pour le ministre des Affaires religieuses, l'Algérie ne peut se construire, se réaliser, que dans

le lien causal entre l'amour de la Nation et l'Islam, l'un ne pouvant se concevoir sans l'autre. Et qu'il s'agit d'inculquer ce message aux jeunes, par le biais du système éducatif, religieux...

Sinon, le déficit dans la communication, source, dira-t-il, des maux qui minent la société dans tous ses compartiments sociaux, culturels, économiques et religieux, l'éloignement des jeunes de leur foi et de leur nation, perdureront. Dans ce sens, Bouabdallah Ghoulamallah a dénoncé l'invasion culturelle, les idées hostiles, en ce qu'elles portent atteinte à ce lien et poussent les jeunes à vouloir quitter leur pays et leur foi, à se rebeller et dénigrer les valeurs morales et spirituelles.

C. B.

LUTTE CONTRE LES DÉCHARGES SAUVAGES

«Une affaire de tous»

La protection de l'environnement est l'affaire de tous. Sauf celle des élus locaux de la commune de Baraki...

Wassila Z. - Alger (Le Soir) - La ville de Baraki se transforme progressivement en «ville décharge» sans que cela inquiète les autorités locales. Décharges illégales et sauvages, eaux usées stagnantes, amas de déchets divers offrent une image de désolation. C'est une commune parmi tant d'autres souffrant de dégradation de l'environnement. Interpellée par ce phénomène, l'Association des amis de l'environnement durable a consacré, jeudi dernier, une journée d'étude sur les décharges sauvages et la gestion des déchets. Un événement auquel Sonatrach-TRC de Sidi-Arcine, entreprises spécialisées, universitaires et société civile ont participé. L'absence des autorités locales, en leur qualité

de décideurs, a déçu les initiateurs de cette journée. L'association dresse un constat amer quant à la dégradation de l'environnement, liée à la prolifération des décharges sauvages, aux problèmes de la gestion des déchets publics et ménagers, et à l'incapacité des autorités locales à y faire face, souligne Messaoud Sadi, président de l'association. Rassurante, une représentante de la direction de l'environnement de la wilaya d'Alger affirme que le département de l'environnement «aurait mis en place de grands instruments de gestion des déchets», et axe son travail sur la réorganisation des espaces. Pour la ville de Baraki, à caractère plutôt rural, «la mise en place d'un grand dispositif de collecte est prévue», rassure cette dernière. Toutefois, la mise en œuvre d'une nouvelle politique de gestion des déchets s'avère cruciale. Dans ce sens, le groupe Sonatrach «tente

d'apporter une contribution» pour la lutte pour la protection de l'environnement, estime M. Badij, directeur de Sonatrach TRC. Notamment, en adoptant une nouvelle méthode pour la protection de l'environnement au sein de ses structures : la politique HSE (santé, sécurité et environnement). Celle-ci permet la sécurité de ses activités, la préservation de la santé au travail et la protection de l'environnement. Des aspects qui tendent à minimiser «les risques éventuels découlant de ses activités» pour les populations riveraines.

Mais aussi à mettre en place des principes de gestion qui assurent la protection des ressources naturelles. Pour ce faire, «le groupe se conforme dans son plan d'action, à toutes les dispositions légales et réglementaires en matière de santé, sécurité et environnement», affirme Mme Khiairi, chef du département environne-

ment Sonatrach-TRC. Dans ce domaine, Sonatrach élabore «ses propres standards» et axe ses efforts dans la gestion des déchets et la réhabilitation des sites et sols. D'ailleurs, une politique de management des déchets y a été élaborée. Elle consiste en «la prise en charge des déchets industriels, depuis leur production jusqu'à leur élimination». Ainsi, leur impact sur l'environnement sera réduit.

Egalement, par leur réduction à la source, en ancrant la culture du recyclage par la collecte des déchets, leur tri sélectif, et leur stockage selon des modalités et conditions de sécurité spécifiques. Enfin, unanimes, les participants ont rappelé l'importance du développement de l'information et de la communication, par des moyens de sensibilisation. Sans oublier «le rôle de l'éducation environnementale et celui de la famille».

W. Z.

ENTRÉE EN VIGUEUR DE LA BILLETTERIE ÉLECTRONIQUE

Qatar Airways prête avant l'échéance
du 1^{er} juin 2008

La compagnie qatarie Qatar Airways, présente en Algérie, s'affirme prête avant l'échéance du 1^{er} juin 2008, date d'entrée en vigueur de l'e-ticket à travers le monde, fixée par l'Agence internationale de l'aviation civile (Iata).

Mercredi soir à l'hôtel Sheraton Club-des-Pins, la compagnie aérienne Qatar Airways, présente dans notre pays depuis début mai 2005 et dont le nouveau siège sera basé à Ben-Aknoun, a célébré le succès de l'année aérienne 2007-2008. A cette occasion, des trophées «Agent Award Party 2008» ont été remis aux dix meilleures agences de voyages et tour opérateurs algériens, partenaires de cette compagnie. Ces dix agences font partie des 43 partenaires de Qatar Airways qui ont déjà lancé la billetterie électronique.

A ce propos, la compagnie qatarie s'affirme prête avant l'échéance du 1^{er} juin 2008, date d'entrée en vigueur de l'e-ticket à

travers le monde, fixée par l'Agence internationale de l'aviation civile (Iata). Ces agences et Qatar Airways ont bénéficié du concours de la société Amadeus spécialisée dans l'ingénierie et l'implémentation de la réservation électronique. De fait, selon son manager en Algérie, Sherif Kamel Ismail, Qatar Airways s'attend à ce que le nombre d'agences conventionnées qui vendent des billets électroniques dépasse rapidement les 80. Des agences qui devront appliquer, dès le 1^{er} mai prochain, la nouvelle structuration de la tarification modulée avec l'offre de tarifs flexibles et attractifs et des coûts par mille parcouru. Ces agences sont également appelées à sensibiliser les passa-

gers sur les vols de Qatar Airways à planifier leurs voyages et embarquer à temps. L'objectif étant d'éviter tout retard qui pourrait perturber la chaîne des liaisons aériennes et ainsi que des sièges vides, Qatar Airways étant soucieuse de préserver sa réputation en matière de ponctualité, qualité de service et confort.

Créée en janvier 1994 et relancée en 1997, Qatar Airways est l'une des compagnies aériennes dont la croissance est la plus rapide dans le monde. Elle figure parmi les Cinq meilleures compagnies au monde, sélectionnée meilleure compagnie au Moyen-Orient.

Dotée d'une flotte de 60 avions, Qatar Airways verra son parc s'élargir à 113 appareils en cours de livraison dont 80 Airbus A 350, 5 Airbus A 380, acquis pour 13 milliards de dollars, outre une vingtaine de Boeing 777S.

Avec l'objectif d'atteindre une flotte de 110 avions en 2015.

Qatar Airways, dont le logo change, mettant en relief le mot Qatar, prévoit de porter de 3,3 millions de personnes en 2003 à 11 millions de personnes à moyen terme le nombre de passagers transportés.

Elle dessert 81 destinations dans le monde, la couverture de 9 autres étant en gestation, à partir de Doha.

La capitale qatarie où un terminal Premium a été construit en 2006 et réservé exclusivement aux passagers en 1^{re} classe et classe affaires de Qatar Airways. En attendant l'achèvement en 2009 du nouvel aéroport grandiose de Doha, Qatar Airways emploie un personnel navigant de 8 000 personnes dont 55 commandants de bord d'origine algérienne.

C. B.

UNION
EUROPÉENNE /
TIBETLes Verts européens
et Daniel Cohn Bendit
appellent au boycott
de la cérémonie
d'ouverture des Jeux
olympiques de PékinDe notre bureau de
Bruxelles, Aziouz Mokhtari

C'est à une véritable ovation qu'a eu droit le président du Parlement tibétain en exil, mercredi à Bruxelles, lors de la session du Parlement européen.

M. Tchopel a, tout d'abord, remercié le «Parlement européen qui défend depuis de longues années les droits de l'homme au Tibet».

Le président du Parlement tibétain en exil, c'est ainsi qu'il est nommé, a ensuite appelé à «un dialogue entre la Chine et le dalaï-lama» et a condamné les «violences et les recours policiers et militaires disproportionnés». M. Tchopel s'est dit «attaché» et «solidaire» du dalaï-lama et se déclare scandalisé qu'on l'associe (le dalaï-lama, ndr) à la «violençe».

Sur les J O, le dignitaire tibétain souhaite que «ces jeux soient un succès», mais en même temps il insiste sur le respect de «l'identité culturelle tibétaine» et sur les «valeurs de ce peuple».

Le groupe des Verts européens, par la voix du tribun Daniel Cohn Bendit, estime, pour ce qui le concerne, que le boycott est un acte politique fort que l'Union européenne doit peser. Il considère que l'organisation des J. O. dans une «dictature» est aussi politique.

La commissaire européenne aux Relations extérieures et au bon voisinage a, cependant, tempéré les ardeurs de «Dany le Vert». Mme Ferrero Waldner, a, certes, déploré les violences au Tibet et exhorté les deux parties au dialogue, mais a tenu à relever que «l'UE soutient l'intégrité territoriale de la Chine, Tibet compris». C'est bien enveloppé, bien vendu, mais cette dernière formulation marque les limites de l'action européenne par rapport au Tibet. Et par rapport à la Chine.

A la fin de la session parlementaire, un message de «remerciements» du dalaï-lama a été lu. Rappelons que le Parlement européen a invité officiellement le dalaï-lama.

A. M.